

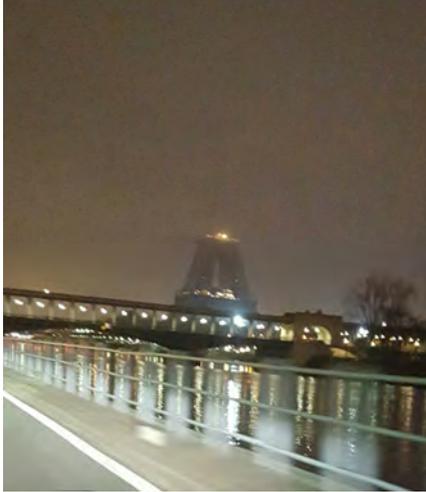


## Editorial 2016

“On a tout essayé...? Pas encore ! ”

par le Dr Louis Reymondon, secrétaire général, et le Bureau exécutif de VIVA.  
en route vers l'Année du singe, intelligent et malin

On est dans un tel brouillard que même la Tour Eiffel a perdu la tête !



Et, lorsqu'on réalise que rien n'est encore venu réparer l'épreuve ni prévenir le retour de la catastrophe de 2010, VIVA verrait une certaine indécence à offrir des vœux auxquels on ne croit plus.

M. Georges GINESTA, notre député, avait averti les sinistrés : “Vous n'arriverez à rien à cause de la dilution des responsabilités”... La faute à qui ? La décentralisation, la faillite de l'Etat ? Inimaginable !

Le Bureau bénévole de VIVA a pris son bâton de pèlerin et accompli un marathon épuisant à travers le réseau indéchiffrable du mille-feuilles administratif jusqu'aux sommets de l'Etat. Du mou, une usine à gaz qui délivre un flux de faux semblants, de fausses annonces, de « machins » qui empilent les études et consomment l'argent du contribuable sans vergogne !

Jusqu'à un “Atelier National” interministériel dont la restitution est, pour la Basse Vallée de l'Argens, un rendu innommable... Il n'était pas, nous a-t-on dit à Paris, le bienvenu de certains élus en terre varoise !

Deux points d'accroche cependant : du dur.

- La Mission d'Information Parlementaire, rapportée par le sénateur Pierre-Yves COLLOMBAT, car cet élu ira jusqu'au bout en faisant inscrire dans la Loi un moyen de co-financement de la “Protection des Inondations” par la solidarité locale (GEMAPI).
- La création, sous l'impulsion du Préfet du Var, M. Laurent CAYREL, du Syndicat Mixte de l'Argens (SMA), confirmation de l'obligation légale de gérer le risque à l'échelle du bassin versant.

Alors, tout (ou presque) a changé :

- La Loi a attribué la compétence inondations aux Communautés d'agglomération ! Sauvés, c'est désormais la CAVEM et son Président, M. Georges GINESTA, qui tient les manettes ! Avec le SMA...
- Il peut mobiliser la taxe GEMAPI mais son application est facultative...les élus n'aiment pas !

Pourtant, depuis 5 ans, tout le monde sait ce qu'il faut faire pour réduire la vulnérabilité aux inondations de la Basse Vallée de l'Argens et de la ZA de La Palud. Et, non seulement le bon sens mais les experts mandatés par le Conseil Général ont confirmé les travaux à faire pour que les étangs de Villepey (dont l'écoulement naturel a été barré par la route-digue de 1931 qui borde le littoral) retrouvent leur fonction d'évacuation à la mer des eaux du delta de l'Argens.

Ces travaux sont inscrits à l'Action 28 du PAPI !!! Mais on en est toujours au stade de l'intention et ce mot rabaché fait toujours obstacle car, tant que ce “Plan d'Action de Prévention des Inondations” n'est pas bouclé puis labellisé par une Commission Nationale, la CAVEM a beau jeu de se retrancher derrière l'attente des autorisations de travaux et la possibilité de mobiliser les fonds de leurs co-financements.

Les dernières intempéries qui ont ravagé Cannes et l'Antibois ont réveillé le sens aigu du risque : depuis 2010, le danger demeure sur les vies et les exploitations dans l'indifférence, alors que le mot SECURITE est dans tous les discours politiques !

Dans l'ancien temps, la DATAR parlait de “plan” et quand on le disait “quinquennal” il semblait qu'en 5 ans on allait tout changer !

Cinq longues années sans la moindre ébauche de travaux sur le littoral fréjussien, alors que les projets à réaliser sont connus mais sont paralysés par la lourdeur administrative ! Par deux fois, le Préfet du Var a bien voulu recevoir VIVA, écouter et entendre sa demande d'exécution de travaux anticipés. Par deux fois, il a répondu par écrit qu'il lèverait tout obstacle administratif et, vu le danger, agirait pour faire déroger aux règles de co-financements et débloquer à tous les niveaux les fonds répondant aux appels d'offres, SI UNE TELLE DEMANDE LUI ETAIT FAITE PAR LES COLLECTIVITES COMPETENTES.

VIVA a communiqué ces réponses officielles à la CAVEM, au SMA, aux Maires des Communes sinistrées de la Basse Vallée de l'Argens... L'heure des vœux de fin d'années est venue mais un silence pesant de ces élus territoriaux en tient lieu ! La protection des terres fertiles de la plaine de l'Argens, la pérennité de l'emploi, le développement de l'agriculture de proximité, le tourisme et le bien vivre ensemble en sûreté sont des attentes légitimes que nos élus n'entendent pas !

Voudrait-on que les sinistrés se taisent enfin, n'aillent plus aux urnes et que leur devise devienne :

“On a tout essayé...sauve qui peut, chacun pour soi” ?

Eh bien NON ! VIVA ne se taira pas.

VIVA et ses membres continuent de lutter pour pouvoir, en sûreté, Vivre Installés au Val d'Argens.

“Après-demain, demain sera hier” ! (proverbe manouche)